



Crise sanitaire, crise éducative?

A l'issue de la 5ème semaine du confinement dans le cadre de la pandémie du Covid 19, nous pouvons tirer un premier bilan de la *continuité pédagogique* annoncée à grand renfort médiatique par le ministre de l'Education Nationale dès le 16 mars...

Au-delà des messages d'autosatisfaction du ministre Jean-Michel Blanquer sur sa gestion de la crise et l'illusoire *continuité pédagogique*, les retours concrets de la part d'enseignants, de parents et d'élèves, nous font craindre une aggravation des inégalités sociales de réussite scolaire sur le territoire du Nord-Isère.

La *continuité pédagogique* sous sa forme d'école à distance a effectivement mis en évidence et accentué un certain nombre de difficultés matérielles, techniques et pédagogiques, tant pour les enseignants que pour les familles. Contrairement aux grandes déclarations du ministre, rien n'était techniquement et numériquement prêt du côté des enseignants ce qui a donné lieu à une grande variation d'une académie à l'autre, d'un établissement à l'autre, et souvent une difficile concertation entre les collègues d'un même établissement. Ce sont donc avant tout les enseignants qui ont dû trouver des solutions pour faire fonctionner des outils mal ou pas suffisamment adaptés à la situation (saturation des espaces numériques de travail), et entrer en contact avec leurs élèves par des moyens contrevenant parfois aux lois sur les protections des données numériques.

Du côté des familles et des élèves, la *continuité pédagogique* révèle avec encore plus de force les inégalités numériques et sociales : ordinateur, accès internet illimité, espace personnel pour travailler, soutien des parents etc. Tous les enfants ne sont pas logés à la même enseigne... et nombre d'entre eux doivent se débrouiller avec les moyens du bord.

Pour nous, enseignants, les méthodes actuelles de délégation du travail scolaire aux familles ou incluant une dominante numérique ne doivent en aucun cas être érigées en modèle pour la suite. Au contraire, un service public d'éducation nationale renforcé devrait avoir pour objectif d'aider tous les enfants à s'approprier les savoirs scolaires, en classe.

Pour ce faire :

- La priorité absolue reste que les élèves et leurs parents prennent soin d'eux, d'elles et de leurs proches.
- L'intervention d'enseignants solidement formés est indispensable à l'appropriation des savoirs par tous les élèves. Il y a donc urgence à recruter, résorber l'emploi précaire et revaloriser les salaires bloqués depuis 2010.
- L'école à distance ne doit pas être plus que ce qu'elle est : une roue de secours dans une situation de crise...
- Abroger les réformes Blanquer qui ne contribuent pas à réduire les fortes inégalités qui caractérisent notre système éducatif mais au contraire dégradent plus encore le service public d'éducation nationale, de la maternelle à l'université. Elles ne visent qu'à adapter l'école au marché européen de l'éducation et aux exigences des entreprises sur un marché du travail de plus en plus soumis à la précarité, la flexibilité, la casse des statuts protecteurs.

Les dernières annonces sur Parcoursup, le Baccalauréat ou les futurs Etats Généraux du numérique éducatif, montrent que le ministre de l'éducation nationale cherche à instrumentaliser la crise pour imposer sa politique régressive.

Nous prenons acte de l'aménagement des épreuves des examens pour cette année dans ce contexte bien particulier. Nous réaffirmons cependant notre attachement au caractère national du Baccalauréat, nous rappelons notre opposition à la réforme en cours. La proposition du ministre, qui s'inscrit dans la continuité de sa réforme des lycées, de valider un diplôme par contrôle continu instaure de fait des diplômes locaux au détriment d'un cadre national. Surtout, il sanctionne toutes les inégalités rencontrées par les élèves (territoriales, sociales, culturelles et scolaires). Il est donc très problématique qu'un tel cadre soit retenu alors que le ministre reconnaît lui-même l'aggravation de ces inégalités scolaires avec le confinement.

La crise révèle le rôle central de l'école et de ses personnels dans notre société. Pour l'éducation, comme pour la santé, elle est l'occasion de rassembler largement autour de l'exigence d'un service public national renforcé. Nous nous y engageons et nous vous invitons à nous rejoindre.